

18 mars 2011

## Déclaration du Comité exécutif central du Parti communiste du Canada

À propos de la résolution 1973 du Conseil de sécurité:

### **Non à l'intervention étrangère en Libye! Pour une solution politique pacifique du conflit! Que les militaires canadiens restent au pays !**

Jeudi cette semaine, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1973, autorisant l'imposition d'une "zone d'exclusion aérienne" sur la Libye et l'utilisation de "toutes les mesures nécessaires" excluant une invasion – mais incluant le blocus naval, les bombardements et les frappes aériennes - contre les forces du colonel Mouammar Kadhafi en vue de «protéger les civils et les zones civiles peuplées" dans la partie tenue par les rebelles de l'Est de la Libye. La résolution impose aussi un interdit sur tous les voyages par air (y compris les vols civils) dans l'espace aérien libyen, durcit l'embargo sur les armes, et élargit le gel des avoirs libyens à l'étranger.

La décision de l'ONU donne en réalité aux États-Unis et ses alliés de l'OTAN carte blanche pour lancer une offensive militaire de grande envergure contre Tripoli et les autres régions contrôlées par le gouvernement. La résolution 1973 va bien plus loin que le concept de « no-fly zone », allant jusqu'à inclure des attaques sur des unités et des équipements militaires libyens qui « menaceraient » la population, essentiellement en élargissant l'éventail des actions militaires pouvant être mises en œuvre à toute forme possible d'attaques. Une telle agression militaire va envenimer davantage le conflit interne qui a déjà coûté très cher à la population libyenne, et mettra "les civils et les zones civiles peuplées" dans une situation encore plus à risque.

**Le Parti communiste du Canada condamne cette action du Conseil de sécurité qui a été poussée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France**, passant par un vote de 10-0 avec 5 abstentions (Chine, Russie, Brésil, Inde et Allemagne), en vertu de la doctrine dangereuse et complètement hypocrite de «l'interventionnisme humanitaire». Cette doctrine est dangereuse, car elle fournit un prétexte commode pour outrepasser à l'un des principes les plus fondamentaux au cœur de la Charte des Nations Unies - à savoir, le respect de la souveraineté nationale et territoriale de tous les États membres – en attribuant une justification officielle pour des guerres d'agression et d'occupation par les puissances impérialistes sous le couvert de «secours humanitaire international ».

Invoquer pareille chose de la part de Washington et de ses alliés impérialistes est en même temps outrageusement hypocrite quand on sait que les forces militaires États-Unis/OTAN ont infligé la mort et blessé des milliers de victimes civiles innocentes dans les guerres d'occupation en Afghanistan et en Irak, et continuent de le faire jusqu'à ce jour. Où est donc cette préoccupation si pressante "pour protéger les civils et de zones civiles peuplées" dans ces cas-là, ou bien au Pakistan, où les États-Unis

ont maintes fois lancé des attaques d'avions téléguidés provoquant des centaines de décès supplémentaires parmi les civils non armés?

Ou prenons par exemple ce qui se passe en ce moment à Bahreïn et au Yémen, où les gouvernements réactionnaires et dictatoriaux abattent des manifestantes et manifestants civils non armés en plein jour - manifestants dont le seul «crime» est d'avoir marché pacifiquement dans la rue pour réclamer un changement démocratique. Ou encore les massacres répétés de Palestiniennes et Palestiniens par Israël dans la bande de Gaza et dans les autres territoires occupés, assurément l'exemple le plus outrageant du double discours des impérialistes. Pourquoi Washington, Londres et Paris demeurent-elles si ostensiblement silencieuses face à ces atrocités scandaleuses?

La réponse est bien simple: parce que ce sont des états déjà soumis aux États-Unis qui servent fidèlement les intérêts impérialistes dans la région. En Libye, pour sa part, les puissances impérialistes souhaitent un «changement de régime» pour remplacer Kadhafi par un gouvernement de marionnettes, plus «prévisible» et plus souple, et ainsi renforcer leur hégémonie en Afrique du Nord et au Moyen-Orient où leur «influence» (c'est-à-dire, leurs intérêts économiques axés sur le contrôle des ressources pétrolières vitales de la région) est de plus en plus menacée par la vague de soulèvements démocratiques dans le monde arabe.

En réponse à l'adoption de la résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement libyen a annoncé un arrêt immédiat de l'action militaire et appelle à un dialogue "ouvert" pour trouver une solution pacifique au conflit. Tripoli a également invité l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, comme l'Union africaine, à envoyer des missions de surveillance dans le pays pour confirmer l'application du cessez-le-feu et pour ouvrir la voie à un règlement négocié.

Plusieurs peuvent se questionner sur la sincérité de l'offre de cessez-le-feu de Kadhafi. Malheureusement, les puissances occidentales ont déjà rejeté cette initiative, sans même prendre la peine de vérifier les intentions du régime libyen, et se préparent à lancer leur action militaire. Cela illustre clairement que leur véritable intention est d'imposer un changement de régime par la voie d'une agression armée.

Aussi mauvaise la situation actuelle puisse-t-elle être, **elle sera bien pire suite à une invasion étrangère.** Le Parti communiste exhorte tous les Canadiens qui s'opposent aux guerres et aux agressions de s'exprimer afin d'exiger de notre gouvernement qu'il retire nos troupes et nos navires de guerre dès maintenant, et d'exiger que les puissances impérialistes, y compris le Canada, s'abstiennent d'agresser militairement la Libye et soutiennent plutôt une résolution pacifique de cette crise. Laissez le peuple libyen régler ses problèmes par lui-même par la voie politique. « Ne touchez pas à la Libye! »